



Conseil Economique  
et Social

PROCES-VERBAUX DES REUNIONS  
CORE D'ARGENNES  
A TENIR AU BUREAU E/3107

Distr.  
GENERALE

E/CN.4/1990/48/Add.2  
6 décembre 1989

FRANCAIS  
Original : ANGLAIS/FRANCAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME  
Quarante-sixième session  
Point 26 de l'ordre du jour provisoire

ELECTION DES MEMBRES DE LA SOUS-COMMISSION  
DE LA LUTTE CONTRE LES MESURES DISCRIMINATOIRES  
ET DE LA PROTECTION DES MINORITES

Note du Secrétaire général

Additif

1. Conformément aux résolutions pertinentes du Conseil économique et social, et en particulier à la résolution 1986/35, la Commission des droits de l'homme est appelée, à sa quarante-sixième session, à élire la moitié des membres de la Sous-Commission et, le cas échéant, leurs suppléants, dont le mandat expirera au bout de deux ans, selon la formule suivante : trois membres parmi les Etats d'Afrique, trois membres parmi les Etats d'Asie, un membre parmi les Etats d'Europe orientale, trois membres parmi les Etats d'Amérique latine, et trois membres parmi les Etats d'Europe occidentale et autres Etats.
2. Dans les documents E/CN.4/1990/48 et Add.1, le Secrétaire général informait la Commission des candidatures de membres et de suppléants reçues à la date du 20 novembre 1989. Ces documents contenaient également les curriculum vitae des candidats, tels que parvenus au secrétariat.
3. D'autres candidatures et curriculum vitae ayant été reçus depuis cette date, on trouvera ci-après la liste des candidatures à la Sous-Commission mise à jour au 6 décembre 1989, ainsi que les curriculum vitae qui ne figuraient pas dans les documents E/CN.4/1990/48 et Add.1 ou qui ont été reçus depuis le 20 novembre 1989 (voir l'annexe).
4. D'autres communications et candidatures seront reproduites dans des additifs.

5. La liste des candidatures, mise à jour au 6 décembre 1989, s'établit comme suit :

## ETATS D'AFRIQUE

<u>Etat Membre</u>	<u>Expert proposé</u>	<u>Suppléant proposé</u>
Algérie	Mme Fatima Ksentini ***	Mme Farida Aiouaze ***
Burundi	M. Laurent Nzeyimana *	
Côte d'Ivoire	M. Anoman Oguie ***	M. Kpota Eugène ***
Gambie	M. Hassan Jallow *	
Nigéria	Mme Judith Attah *	Mme Christy Mbonu *
République centrafricaine	Mme Thérèse Dejean *	M. Zacharie N'Douba *
Sénégal	M. El Hadji Guisse **	M. Ndary Toure **
Tchad	M. Nainla Ngarry-Mbailao *	M. Guele Djankouman *
Togo	M. Yawovi Agboyibo *	M. Aboudou Assouma *
Zimbabwe	M. Stephen Kokerai **	M. E. Chikove **

## ETATS D'ASIE

<u>Etat Membre</u>	<u>Expert proposé</u>	<u>Suppléant proposé</u>
Chine	M. Tian Jin *	M. Zhan Daode *
Inde	M. Murlidhar Bhandare *	
Iran	M. Mohammad-Javad Zarif *	
Jordanie	M. Awn Shawkat Al-Khasawneh *	M. Waleed Sadi *

## ETATS D'EUROPE ORIENTALE

<u>Etat Membre</u>	<u>Expert proposé</u>	<u>Suppléant proposé</u>
Union des Républiques socialistes soviétiques	M. Stanislav Chernichenko *	M. Teimuraz Ramishvili *

## ETATS D'AMERIQUE LATINE

<u>Etat Membre</u>	<u>Expert proposé</u>	<u>Suppléant proposé</u>
Argentine	M. Leandro Despouy *	
Brésil	M. Gilberto Vergne Saboia *	Mme Marília Sardenberg Zelner Gonçalves *
Costa Rica	M. Luis Varela Quirós *	M. Jorge Rhenán Segura*
Mexique	M. Claude Heller *	M. Héctor Fix Zamudio *
Panama	M. Oscar Ceville *	Mme Mirta Saavedra *

ETATS D'EUROPE OCCIDENTALE ET AUTRES ETATS

<u>Etat Membre</u>	<u>Expert proposé</u>	<u>Suppléant proposé</u>
Espagne	M. Eugenio Gay Montalvo *	M. José Manuel Bandrés Sanchez-Cruzat *
France	M. Louis Joinet *	M. Alain Pellet *
Grèce	Mme Erica-Irene Daes *	
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	Mme Claire Palley *	M. John Merrills **

---

\* Voir le curriculum vitae dans l'annexe des documents E/CN.4/1990/48 et Add.1.

\*\* Voir le curriculum vitae dans l'annexe du présent document.

\*\*\* Le curriculum vitae n'est pas encore parvenu au secrétariat et fera l'objet d'un additif.

Annexe

CURRICULUM VITAE

M. EL HADJI GUISSÉ (Expert)

(Candidature proposée par le Gouvernement sénégalais)

DATE ET LIEU DE NAISSANCE : Né en 1942 à Linguère (Sénégal)

SITUATION DE FAMILLE : marié, 5 enfants

ETUDES SUPERIEURES : Université de Dakar

" " Université de Caen

" " Université de Paris

Licencié en droit (option droit judiciaire privé)

Diplômé du Centre national d'études judiciaires de Paris (CNEJ)

Diplômé de l'Institut international des droits de l'homme de Strasbourg

Ancien auditeur de la Commission de droit international (Genève)

Ancien auditeur de l'Académie internationale de La Haye (Pays-Bas)

Membre de l'Association sénégalaise pour les Nations Unies (ASNU)

Membre du Comité sénégalais pour les droits de l'homme

Membre de la Commission nationale pour l'UNESCO (Président de la Commission spécialisée Sciences Humaines)

Président de la Commission nationale de la Carte d'identité de Presse

Conseiller des Clubs UNESCO

Président de la Commission nationale du Fair-Play (Basket-ball)

Plusieurs fois Membre de la délégation de mon pays auprès des Institutions de l'ONU, de l'UNESCO et du BIT

FONCTIONS OCCUPEES DANS LA FONCTION PUBLIQUE SENEGALAISE

Juge d'instruction (1972-1974)

Juge au tribunal de travail de Dakar (1974-1976)

Juge au tribunal de grande instance

Président de la Première chambre correctionnelle et du tribunal des forces armées du Sénégal (1976-1980)

Président du tribunal de grande instance de Thiès (Sénégal) et cumulativement  
Président du tribunal pour enfants

Juge d'appel des juridictions de première instance

1980 - 1983 : Conseiller à la Cour d'appel de Dakar et cumulativement  
Conseiller à la Cour de discipline budgétaire du Sénégal

1984 - 1988 : Directeur des études de la Division judiciaire de l'Ecole nationale d'administration et de magistrature depuis décembre 1988.

M. N'DARY TOURE (Suppléant)

(Candidature proposée par le Gouvernement sénégalais)

DATE ET LIEU DE NAISSANCE : 14 avril 1950 à Médina Sabakh (Sénégal)

SITUATION DE FAMILLE : marié, 5 enfants

FORMATION UNIVERSITAIRE ET PROFESSIONNELLE :

- Faculté des lettres et sciences humaines à l'Université de Dakar de 1969 à 1973 : licence ès lettres, section lettres modernes en 1973.
- Faculté des sciences juridiques et économiques de l'Université de Dakar de 1977 à 1980 : Maîtrise ès sciences juridiques, mention assez bien.
- Ecole nationale d'administration et de magistrature du Sénégal : Brevet de l'ENAM en 1983, Major de la division judiciaire.

EXPERIENCE PROFESSIONNELLE :

- Professeur de lettres modernes au Lycée Gaston Berger de Kaolack de 1973 à 1976
- Professeur de techniques d'expression à l'Ecole normale d'enseignement technique féminin de Dakar de 1977 à 1980
- Secrétaire permanent pour l'Organisation du premier Colloque international sur l'économie familiale en Afrique du Sud du Sahara (Colloque organisé conjointement pour le Sénégal, l'UNESCO et la NORAD en 1979 à Dakar)
- Juge au tribunal de première instance de Dakar de 1983 à 1985
- Auditeur à la Cour suprême de 1985 à 1989
- Magistrat référendaire à la Cour suprême depuis le 14 septembre 1989.

AUTRES REFERENCES :

- Membre du Bureau exécutif de l'Union des magistrats du Sénégal (Secrétaire chargé de la presse)
- Président de la Commission de vulgarisation de l'Association sénégalaise d'études et de recherches juridiques (ASERJ)
- Secrétaire général de l'Association sénégalaise pour l'Unité africaine (ASSUNAF)

- Membre du Bureau exécutif de l'Association sénégalaise pour la réparation du dommage corporel (trésorier)
- Conseiller juridique de l'Ordre national des pharmaciens du Sénégal
- Président de la Commission centrale des statuts, règlements et qualifications du Comité national provisoire chargé de gérer et de développer le football au Sénégal
- Premier Vice-Président et Président de la Commission "Structures et législation" du Comité de suivi des conclusions des Etats généraux du football au Sénégal
- Membre du Comité d'organisation de la Coupe d'Afrique des Nations prévue à Dakar en 1992
- Membre du Comité exécutif de l'Union des fédérations ouest-africaines de football
- Président du Séminaire sur les effets du racisme et de la discrimination raciale sur les relations sociales et économiques entre les peuples indigènes et les Etats, organisé du 16 au 20 janvier 1989 à Genève par le Centre pour les droits de l'homme
- Nombreuses missions à l'étranger pour le compte des droits de l'homme et pour le compte du sport
- Participant du 20 au 23 septembre 1989 au Colloque organisé à Lyon (France) par la Fédération internationale des universités catholiques sur "La culture chrétienne devant les droits de l'homme"
- Voyages d'études dans le domaine des droits de l'homme aux Etats-Unis d'Amérique et en Union soviétique.

LANGUES DE TRAVAIL :

- Français : très bonne connaissance
- Anglais : connaissance passable.

M. STEPHEN TARIRO KOKERAI (Expert)

(Candidature proposée par le Gouvernement zimbabwéen)

NOM : Stephen Tariri Kokerai

DATE DE NAISSANCE : 17 septembre 1947

LIEU DE NAISSANCE : Zvishavane

SITUATION DE FAMILLE : Divorcé

NOMBRE D'ENFANTS : Quatre (trois garçons et une fille)

ADRESSE PRIVEE : 5, Taunton Road, Mandara, P.O. Greendale,  
Harare (Zimbabwe). Téléphone : 467041

ADRESSE PROFESSIONNELLE : Office of the Attorney General  
Private Bag 7714 CAUSEWAY  
Harare (Zimbabwe)

ETUDES ET DIPLOMES

LANGUES PRATIQUEES : Anglais, russe, shona, ndebele et swahili

1969-73 : Faculté d'économie et de droit, Université de  
l'amitié entre les peuples (Université Patrice  
Lumumba), Moscou. Maîtrise de droit (LL.M.)  
avec spécialisation en droit international

1972-73 : Faculté d'histoire et de philologie (temps  
partiel), Université de l'amitié entre les  
peuples, Moscou, certificat de journalisme

1975-80 : Université d'Edimbourg, doctorat (Ph.D.)  
en droit international

1987 : Université des Antilles, Kingston (Jamaïque),  
certificat du programme de formation à la gestion  
des ressources marines, en particulier  
en ce qui concerne l'extraction des ressources  
minérales sous-marines.

RECHERCHES/PUBLICATIONS

J'ai terminé avec succès des travaux de recherche en vue du diplôme de maîtrise en droit (LL.M.) sur le thème : "L'autodétermination du peuple du Zimbabwe à la lumière du droit international".



J'ai présenté une thèse de doctorat sur le sujet suivant :  
"Certains problèmes juridiques internationaux relatifs à l'exercice, par les Etats africains, de l'autodétermination économique" et ai obtenu un doctorat en droit international. Ai publié des articles dans des journaux d'étudiants tandis que je faisais mes études à Moscou. M'occupe actuellement de faire publier ma thèse.

Dans ma thèse, j'ai étudié les principaux problèmes juridiques relatifs à l'exercice, par les peuples et les nations, de leur souveraineté économique, examiné la question de la souveraineté économique et de l'utilisation des ressources naturelles, indiqué le cadre juridique pour la coopération internationale, étudié les aspects juridiques et institutionnels de l'utilisation des bassins des cours d'eau internationaux et la question de l'autodétermination et les controverses territoriales, et examiné aussi la question du règlement des différends internationaux.

#### EXPERIENCE PROFESSIONNELLE

En 1974, je suis entré au tribunal d'instance de Londres, plus précisément au tribunal d'instance de Clerkenwell en tant qu'assistant du greffier, poste que j'ai occupé avant d'obtenir une bourse de recherche à l'Université d'Edimbourg.

D'avril 1981 à août 1982, j'ai travaillé au Cabinet du Premier Ministre en qualité de secrétaire adjoint du cabinet. J'ai donc pu me mettre au courant des rouages et de la politique du Gouvernement.

Le 1er septembre 1982, j'ai été promu juriste principal (sous-secrétaire) au Service juridique - Section du droit international - du Ministère de la justice et des affaires juridiques et parlementaires.

Le 13 septembre 1985, j'ai été promu chef de la Section du droit international du Département juridique du Ministère de la justice et des affaires juridiques et parlementaires (Cabinet du Procureur général).

#### FONCTIONS/RESPONSABILITES

Mes fonctions et mes responsabilités de chef de la Section du droit international/conseiller juridique consistent notamment à diriger la Section du droit international du Ministère et à fournir des avis juridiques à l'administration centrale et à ses organes sur toutes questions relatives au droit international. Le cas échéant, je suis également appelé à donner des avis juridiques sur des questions de droit interne. J'ai pour autre responsabilité d'élaborer et de négocier des instruments juridiques internationaux de caractère bilatéral ou multilatéral et de suivre leur application. L'interprétation du droit international en général et, en particulier, l'interprétation des traités, constitue ma principale fonction en tant que spécialiste du droit international de l'administration.

J'ai pris part aux négociations relatives au traité en vue de la création d'une zone d'échanges préférentiels entre les Etats de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe, dont je surveille maintenant l'application. Certains instruments juridiques de la Conférence sur la coordination du développement de l'Afrique australe (SADCC) ont été élaborés et il faut en surveiller l'application.

Je suis Président du Comité consultatif sur les accords publics, chargé de conseiller le gouvernement sur toutes questions relatives aux traités.

#### CONFERENCES INTERNATIONALES

J'ai représenté le Zimbabwe - en tant que chef de délégation ou que conseiller juridique accompagnant la délégation - lors de nombreuses conférences et réunions internationales, interrégionales, régionales et sous-régionales.

J'ai notamment participé aux réunions et conférences suivantes :

1. Conférence des ministres africains du commerce en vue de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED VI), 24-26 février 1983, Libreville (Gabon) (conseiller juridique);
2. Réunion ministérielle du Groupe des 77, 28 mars-9 avril 1983, Buenos Aires (Argentine) (Conseiller juridique);
3. Vingt-troisième session du Comité consultatif juridique afro-asiatique (AALCC), 16-20 mai 1983, Tokyo (Japon) (chef de délégation);
4. Quarantième session de la Commission des droits de l'homme, 6 février-16 mars 1984, Genève (Suisse) (chef de délégation);
5. Colloque sur les questions parlementaires et nationales, 3-8 novembre 1985, Harare (Zimbabwe) (Conseiller juridique);
6. Réunion des ministres de la justice du Commonwealth, 26 juillet-1er août 1986, Harare (Zimbabwe) (officier de liaison-équipe spéciale);
7. Réunion sur le droit de la mer : Programme de formation de spécialistes sur le droit de la mer et la gestion des ressources marines, en particulier en ce qui concerne l'extraction des ressources minérales sous-marines, 9 mars-3 avril 1987, Kingston (Jamaïque) (Comité d'experts, rapport et présentation du rapport aux représentants assistant à la réunion de la Commission préparatoire le 3 avril 1987).

M. E. CHIKOVE (Suppléant)

(Candidature présentée par le Gouvernement zimbabwéen)

1. DATE ET LIEU DE NAISSANCE ET NATIONALITE

M. Chikove, de nationalité zimbabwéenne, est né au Zimbabwe le 19 août 1950.

2. FONCTIONS ACTUELLES

M. E. Chikove est, actuellement, Secrétaire adjoint chargé des politiques au Ministère de la justice et des affaires juridiques et parlementaires.

Il est notamment chargé de l'élaboration des principes directeurs et de la législation, de l'exécution des fonctions statutaires du Ministère, de la transformation du système juridique du Zimbabwe, de la coordination des cours et séminaires de formation juridique, de la coordination des services juridiques et autres du Ministère, de la coordination des responsabilités parlementaires du Ministère, de la supervision du programme d'aide juridique au Ministère, de la supervision du Bureau des requêtes qui fait les recommandations en matière de grâce présidentielle. Il est responsable de tous les aspects juridiques de l'administration du Ministère et assiste à toutes les réunions du Cabinet auxquelles son ministère est représenté d'office.

3. QUALIFICATIONS

M. Chikove est détenteur :

- a) D'un diplôme de bachelier en droit (LL.B. Hons.).
- b) D'une maîtrise en droit (LL.M.) avec les spécialisations suivantes :
  - i) Droit public international;
  - ii) Philosophie du droit;
  - iii) Droit et développement;
  - iv) Droit commercial international et législation en matière d'investissements étrangers.

Il est l'auteur d'une thèse intitulée "Le statut des mouvements de libération en droit international" dans laquelle il a largement étudié des domaines tels que l'autodétermination, les droits de l'homme et les mouvements de libération et le droit humanitaire international.

- c) D'un certificat de rédaction de textes législatifs et
- d) D'un certificat d'études financières sur le leasing international de matériel industriel, obtenu à Rome.

## 4. FONCTIONS EXERCEES

- a) M. Chikove a été maître de conférences et directeur d'études à la faculté de droit de l'Université de la Zambie. Il enseignait principalement le droit public international et le droit relatif aux organisations internationales.
- b) Il est passé de la Faculté de droit de l'Université de la Zambie au Cabinet du Premier Ministre de la Zambie (1978) dans le cadre d'un contrat (c'est-à-dire en tant qu'expatrié), en qualité de spécialiste de la formation du personnel. A ce titre, il a notamment assuré la formation de magistrats, de procureurs, de diplomates, de fonctionnaires de l'immigration et de membres des administrations locales.
- c) En octobre 1980, il s'est installé au Zimbabwe où il a été nommé Secrétaire adjoint dans ce qui était alors le Ministère de la justice et des affaires constitutionnelles. Il était tout particulièrement chargé de la réforme des juridictions inférieures et du système juridique et de la formation du personnel judiciaire. Il s'est acquitté de cette tâche avec succès et, huit mois plus tard, a été nommé au poste de sous-secrétaire, avec les mêmes responsabilités.
- d) En octobre 1982, il a été affecté, en qualité de juriste principal, au Département juridique du Ministère des affaires juridiques et parlementaires qui venait d'être créé. Il était chargé de donner des conseils juridiques à l'administration, de préparer des avis juridiques, de donner des avis sur les questions de droit international en général et d'examiner les différents traités conclus par les gouvernements précédents au nom du Zimbabwe.
- e) En 1984, il a été chargé de créer et d'organiser un Département de recherche juridique qui a commencé à fonctionner cette année-là.
- f) En 1985, il a été de nouveau appelé au Département juridique.
- g) Au début de 1986, il a été nommé à la Division des affaires politiques et promu chef du service juridique. En mars 1989, il a été promu Secrétaire adjoint aux affaires politiques.

## 5. AUTRES ACTIVITES

- a) M. Chikove a été Président ou membre de plusieurs commissions d'enquête dans l'administration.
- b) Il est, depuis juin 1987, membre du Comité permanent spécial de l'UNESCO sur les sciences sociales et humaines.

- c) Il participe depuis 1973 aux activités de l'Entraide universitaire mondiale. En 1978 et en 1979, il a été Président du Comité zambien de l'Entraide universitaire mondiale.
- d) Il a aussi participé aux activités du Christian Council, du Conseil oecuménique des Eglises, de la Fédération universelle des associations chrétiennes d'étudiants et du Mouvement international des jeunes et des étudiants pour les Nations Unies.

Il est chrétien et membre de la Ligue antialcoolique.

M. JOHN GRAHAM MERRILLS (Suppléant)

(Candidature présentée par le Gouvernement du Royaume-Uni  
de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)

DATE DE NAISSANCE : 13 mai 1942

NATIONALITE : Britannique

SITUATION DE FAMILLE : Marié, 2 enfants

ETABLISSEMENTS FREQUENTES : Doncaster Grammar School  
The Queen's College, Oxford

DIPLOMES : Bachelier en droit (B.C.L.), 1964  
Maîtrise en droit (M.A.) 1970

FONCTIONS ACTUELLES : Professeur de droit international public,  
Université de Sheffield (depuis 1985)

FONCTIONS EXERCEES ANTERIEUREMENT : Lecteur en droit international public,  
Université de Sheffield (1980-1985)

Maître de conférences, Université de  
Sheffield (1974-1980)

Professeur invité, Université de Toronto  
(1977-1978)

Chargé de cours et assistant, Université  
de Sheffield (1964-1974)

Chargé de cours invité, Université  
d'Auckland (Nouvelle-Zélande) (1971)

PUBLICATIONS

Ouvrages

1. "Human Rights in the World" (Les droits de l'homme dans le monde)  
(3e édition) avec A.H. Robertson, Manchester U.P., 1989.
2. "The Development of International Law by the European Court of Human  
Rights" (Le développement du droit international par la Cour européenne  
des droits de l'homme), Manchester U.P., 1988.
3. "International Dispute Settlement" (Règlement des différends  
internationaux), Sweet & Maxwell, 1984.

4. "Anatomy of International Law" (Anatomie du droit international), Sweet & Maxwell, première édition, 1975, 2e édition, 1981.
5. "A Current Bibliography of International Law" (Une bibliographie actuelle du droit international), Butterworths, 1978.

#### Articles

Plus de 30 articles sur le droit international publiés dans des journaux universitaires en Australie, au Canada, en République d'Irlande, au Royaume-Uni et aux Etats-Unis, notamment compte rendu annuel des décisions de la Cour européenne des droits de l'homme dans le British Year Book of International Law depuis 1983.

#### Comptes rendus

Nombreux comptes rendus d'ouvrages publiés dans le domaine du droit public international et de la jurisprudence dans le British Year Book of International Law, The International and Comparative Law Quarterly et autres publications.

#### CONFERENCES ET SEMINAIRES

Conférences et séminaires dans des institutions au Canada, au Royaume-Uni et ailleurs, notamment un cours pour un séminaire organisé en 1981 pour les candidats au diplôme à l'Académie de droit international de La Haye.

#### SOCIETES SAVANTES

American Society of International Law  
British Institute of International and Comparative Law  
Association de droit international.

---